

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur une modification de la capacité de stockage de l'installation et de la côte finale de réaménagement (ICPE n°12651)

Société EUROVIA CENTRE LOIRE

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, notamment son livre Ier et le titre Ier et IV du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande de la société EUROVIA CENTRE LOIRE de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pour une période de 10 ans, sur la commune de Broué et de modification des conditions d'exploitation de l'installation du 27 avril 2017, complétés les 25 juillet et 1^{er} septembre 2017 ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018 portant enregistrement pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Broué ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU la demande du 9 juillet 2025 de la société EUROVIA CENTRE LOIRE de modification des conditions de la capacité de stockage du site et de la côte finale de réaménagement ;

VU l'avis favorable du maire de la commune de Broué en date du 11 juillet 2025 sur la proposition de rehaussement de la côte finale de réaménagement ;

VU l'avis favorable du propriétaire de la parcelle ZD 56 en date du 25 septembre 2025 sur la proposition de rehaussement de la côte finale de réaménagement ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 26 septembre 2025 ;

VU l'absence d'observation écrites formulées par la société EUROVIA CENTRE LOIRE sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société EUROVIA CENTRE LOIRE, à savoir l'augmentation de la capacité de stockage et le rehaussement de la côte finale à 153,75 mNGF (+1.75mNGF au maximum), ne modifie pas le principe de la remise en état présenté dans le dossier de demande d'enregistrement susmentionnée du 27 avril 2017, complétés les 25 juillet et 1^{er} septembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'enregistrement susmentionné indiquait un trafic routier moyen compris entre 5 et 10 camions par jour ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société EUROVIA CENTRE LOIRE engendre un trafic routier moyen compris entre 7 et 8 camions par jour ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société EUROVIA CENTRE LOIRE n'engendre pas de trafic routier supplémentaire ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société EUROVIA CENTRE LOIRE n'engendre pas de nuisance supplémentaire ;

CONSIDÉRANT que la demande n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site, non contraire au présent arrêté, restent applicables et sont de nature à assurer la protection des intérêts visés aux articles L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'argumentaire développé par l'exploitant à l'appui de sa demande du 21 août 2024, complétée le 16 octobre 2024 est recevable ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société EUROVIA CENTRE LOIRE, dont le siège social est situé Z.I de la Saussaye, Parc d'activités Orléans Sologne, 340 rue des Bruyères, 45590 Saint Cyr en Val, pour son installation de stockage de déchets inertes exploitée sur le territoire de la commune de Broué.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées :

- Les articles 1.2.1 et 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018.

Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018 est remplacé par l'article suivant :

« Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume
2760	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720. Installation de stockage de déchets inertes.	Installation de stockage de déchets inertes	Capacité totale : 238 000 m ³ Capacité moyenne annuelle : 64 730 tonnes Capacité maximale annuelle : 100 000 tonnes Surface totale : 69 034 m ²

Article 4 : Conformité au dossier d'enregistrement et aux différents dossiers

L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2018 est remplacé par l'article suivant :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées aménagées et exploitées conformément aux documents suivants :

- En ce qui concerne les côtes du réaménagement final et les capacités du site, les plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, le 9 juillet 2024.

- Pour l'ensemble des autres éléments, les plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 27 avril 2017 et complétée par les courriers du 25 juillet 2017 et du 1^{er} septembre 2017.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Article 5 : Notification et mesures de publicité

La présente décision sera notifiée à l'exploitant

En vue de l'information des tiers :

- 1) Une copie de l'arrêté d'enregistrement ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2) Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3) L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 512-46-11 ;
- 4) Une copie de l'arrêté est transmise au Sous-Préfet de DREUX ;
- 5) L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif d'Orléans situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX, dans le délai de deux mois.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou

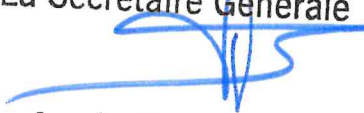
atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Broué et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

- 3 DEC. 2025

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

